

# **L'école maternelle ne doit pas disparaître !**

Réunion plénière de l'Assemblée départementale  
du 29 juin au 3 juillet 2009

5<sup>ème</sup> commission

## **VOEU**

***adressé à M. Luc CHATEL ,  
Ministre de l'Education nationale***

***proposé par les groupes "Somme à Gauche", "Divers Gauche",  
"Communistes et apparentés"***

Le ministre de l'Education Xavier Darcos a choisi de remettre en cause la scolarisation des enfants de moins de six ans en souhaitant mettre en place des « Jardins d'Eveil ».

En arguant qu'un fonctionnaire n'est pas formé pour « changer les couches et surveiller les siestes », le gouvernement cherche à sacrifier l'école maternelle sur l'autel de la réduction de la dette publique. Mme Nadine Morano - secrétaire d'Etat chargée de la Famille et de la Solidarité - s'apprête donc à lancer une expérimentation des Jardins d'Eveil en Rhône Alpes à la prochaine rentrée scolaire.

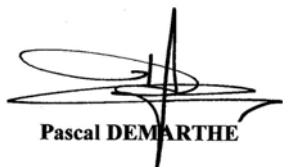
Ce processus va créer et renforcer des inégalités car le financement de ces Jardins d'Eveil sera pris en charge par les familles et les collectivités locales, alors que l'école maternelle est aujourd'hui, et pour l'essentiel, financée par l'Etat. S'avance aussi le risque de voir confier au secteur privé et commercial la prise charge des jeunes enfants, dans des conditions d'encadrement éducatif de moindre qualité.

L'école maternelle doit plus que jamais permettre à nos enfants de mettre toutes les chances de leur côté avec une scolarité épanouie, qui les prépare à leur vie d'adulte. Elle doit être le lieu où les enfants apprennent à vivre ensemble en se respectant les uns les autres et en s'enrichissant de la différence des autres, un lieu où ils construisent leur savoir en s'appuyant sur la réflexion et la créativité.

Alors qu'elle développe des politiques innovantes en direction de la petite enfance et des choix des modes de garde avec notamment les micro-crèches, l'Assemblée Départementale ne peut accepter la suppression à terme de ce pilier de notre éducation qu'est l'école maternelle et s'insurge devant la volonté d'instaurer une prise en charge de la petite enfance à deux vitesses.



Gérald MAISSE



Pascal DEMARTE




Michel BOULOGNE



Jean-Louis PIOT



Claude JACOB



Thierry VANSEVENANT